



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

851/vh/jw

Arrêté du 10 janvier 2025

**portant mise en demeure à la société LOCACIL à Feldkirch et mesures d'urgence pour
prévenir la dispersion de déchets plastiques dans un ouvrage de prélèvement des eaux
souterraines**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et son article L. 171-8 ;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-120-11 du 29 avril 2008 portant, au titre Ier du livre V du Code de l'environnement, des prescriptions et prescriptions complémentaires à la société ECOMIX à Feldkirch ;

VU l'inspection du 3 décembre 2024, de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspection de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite susvisée, précisant les suites proposées et délais associés à la suite de l'inspection susvisée, transmis à l'exploitant par l'inspection ;

Considérant le rapport de la visite d'inspection des installations classées susvisée ;

Considérant que l'article 18.4 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé prévoit que les forages soient surveillés et entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution ; qu'il a été constaté qu'un ouvrage situé à proximité du

stock de déchets principal ne dispose d'aucune protection ; que des déchets surplombent l'ouvrage ; que des déchets sont posés contre l'ouvrage à une hauteur telle qu'ils sont susceptibles de tomber dans le puits ;

Considérant que, dans ces conditions, des déchets peuvent s'écouler dans le puits ;

Considérant que le déversement de déchets dans un puits de prélèvement/ surveillance d'eaux souterraines présente un risque de pollution significatif pour la nappe phréatique ; que dans ces conditions, la situation constitue un danger grave et imminent pour l'environnement ;

Considérant qu'il résulte des éléments précédents que les non-conformités aux conditions d'exploiter mises en avant dans le rapport de constat susvisé, entraînent des dangers ou inconvénients à court et à long termes pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code précité, notamment pour la préservation de la qualité des eaux souterraines ;

Considérant qu'il convient pour la préservation de ces intérêts de prescrire à la société LOCACIL des mesures d'urgence ;

Considérant que l'article L. 171-8 dispose que *« l.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société LOCACIL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est situé 122 route de Mulhouse à Feldkirch (68540), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse

Article 2

Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 18.4 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« [...] »

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

[...] ».

Article 3 : Mesures d'urgence

1. **Dans un délai de deux jours, à compter de la notification du présent arrêté**, les déchets présentant un risque de chute immédiat dans le puits situé au pied du stock est de déchets sont retirés.

Toutes les précautions nécessaires sont mises en œuvre par l'exploitant pour qu'aucun déchet ne tombe dans l'ouvrage au cours de ces interventions.

2. **Dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent arrêté**, les déchets situés contre l'ouvrage sont déplacés à une distance de l'ouvrage adaptée à la prévention de tout risque de pollution des eaux souterraines. Cette distance est d'au minimum cinq mètres.

La distance est matérialisée, afin de permettre son contrôle et une mise en œuvre effective de cette mesure.

Cette opération est réalisée après mise en place d'un dispositif de protection sur l'ouvrage tel que prévu à l'article 2 du présent arrêté.

3. **Dans un délai de trois semaines, à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant procède au nettoyage de l'ouvrage et au retrait de tous les déchets susceptibles de s'y être déversés. Les eaux et les déchets pompés sont évacuées vers une filière adaptée.

Après réalisation des travaux, l'exploitant communique une attestation délivrée par l'organisme ayant procédé à l'intervention justifiant de la réalisation du nettoyage de l'ouvrage, des photos justifiant de l'opération réalisée et les éventuels justificatifs d'évacuation des déchets.

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD